L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 4 FEVRIER 1874. 47me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS. MERCREDI MATIN, 4 FEVRIER.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le Shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale — Deux terrains, dans le Deuxième District, rue Dumaine, avec bâtisses et améliorations. Aussi, un autre terrain, dans le même District et face à la rue St-Pierre, avec bâtisses.

Par H. Pons, au coin des rues Lapeyrouse et Derbigny — Meubles.

Par D. E. Morphy, rue Decatur, entre Hôpital et Quartier — Comestibles pour familles, etc.

Par G. de Férret & Co. — Vente continuée de meubles, à l'Hôtel St-Louis.

Par O. Valeton, sur la Levée, en face de la presse à coton du Troisième District — Granges et limons.

Par Pile & Fils, J. Sgrar, au No 206 de la rue Conti — Un assortiment général de meubles, etc., etc.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 38 de la rue de Chartres — Marchandises sèches étrangères et américaines ; lingerie de messieurs ; broderies fines, mouchoirs, dentelle, etc.

Par Vincent & Co., au Nos 62 et 64 de la rue de la Douane — Bottes, souliers et brodequins.

ATTENTION!

Propriétés améliorées, de valeur, dans le Deuxième District, à l'encan par le Shérif.

Nous appelons l'attention du public sur les ventes aux enchères qui auront lieu aujourd'hui à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, par le ministère du Shérif. Ces ventes comprennent :

1° Un terrain et une portion de terre avec la spacieuse maison de résidence, haute, en briques, et dépendances qui s'y trouvent, portant le No 144 de la rue Dumaine, entre celles des Remparts et Bourgogne, Deuxième District.

2° Et un terrain avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le même District, rue St Pierre entre celles Villeré et Robertson.

Pour le détail et les conditions, voir aux annonces.

SPECTACLES.

Mercredi 4 février 1874.

ACADEMIE DE MUSIQUE. — Minstrels de Haverly.

Impérieuses nécessités de la situation

Il est inutile de se dissimuler la gravité de la situation dans laquelle se trouvent les affaires de notre ville. Cette gravité est comprise par tout le monde aujourd'hui ; les affranchis même qu'on croirait étrangers aux difficultés qui nous assiègent, sentent qu'ils y sont intéressés et qu'il faut en sortir à tout prix et au plus vite. Et comment pourrait-on en sortir avec des demi-mesures comme celles qui sont proposées par le Conseil de ville ? Ce ne sont pas là des remèdes ; ce ne sont pas même des atténuations. Les accepter serait nourrir le mal ; ce serait l'entretenir et le perpétuer. Nous ne pouvons vivre ainsi avec un fardeau hors de toute proportion avec nos forces. Nous en sommes écrasés. Il faut le secouer ; il faut l'alléger sous peine d'étouffement final. Eh, mon Dieu! Ce n'est pas nous qui le disons ; ce n'est pas nous qui l'affirmons ; c'est la puissance impérieuse des choses et notre raison se révolte contre l'inutilité des moyens proposés et notre conscience nous dit qu'il faut avoir recours à d'autres expédients.

Qu'on y songe donc et sérieusement ! Jamais il n'y eut au monde de municipalité plus mal traitée que la nôtre. Nous l'avons déjà rapporté : la ville seule de la Nouvelle Orléans est plus chargée d'impôts et de dettes que les Etats les plus riches et les plus florissants ; ces Etats florissent justement parce qu'ils ont été épargnés par leur propre gouvernement fiscal, et c'est là le secret de leur richesse. Sait-on à quel chiffre il faudrait faire descendre notre dette municipale pour la mettre au niveau de la dette de la Georgie? La Georgie a près de six fois autant d'habitants que notre ville et ne doit que huit millions de piastres. La Nouvelle Orléans doit 23 millions et n'a que 200.000 habitants. Ces deux termes de comparaison posés, ce population et dette, nous n'avons pas besoin d'exprimer la différence par des chiffres ; cette différence saisit immédiatement l'esprit ; d'un autre côté on ne doit presque rien et de l'autre on doit tout. On doit si bien tout ici que les revenus ne suffisent plus à couvrir les frais de toute sorte qui pèsent sur la communauté.

Ce n'est pas une république dégénérée et honteuse travaillant tous pour le bien de tous ; c'est une république de fripons et d'idiots où tout est sacrifié à l'intérêt d'un fort petit nombre pour le malheur d'une population entière qui travaille et qui souffre sans retirer jamais rien de ses souffrances et de ses labeurs. L'économie lui est devenue impossible ; cette population est exploitée hideusement, criminellement, comme si elle était au pouvoir d'un ennemi sauvage qui l'aurait conquise pour en faire son esclave et la tailler à merci. L'exploitation va jusqu'à la confiscation, c'est le mot du milieu adressé par le Conseil de ville à la Législature, et nous le répétons encore, car pour nous, nous l'avions déjà écrit cent fois pour une, avant qu'il fut entré dans le style officiel de la municipalité.

Nous connaissons une ville que les saturnales de la guerre n'ont pas plus épargnée que la Nouvelle-Orléans et qui, cependant, a su se tirer d'affaire et pourvoir à la cours de ses prospérités primitives. C'est la ville de St-Louis, du Missouri, qui a aujourd'hui une population de 300.000 habitants et dont la dette ne dépasse pas 14 millions de piastres. Ces habitants sont presque tous des citoyens actifs, producteurs et payant taxe, tandis qu'ici notre population de 200.000 se compose en partie d'une race qui ne produit pas, qui n'a pas d'initiative, qui ne paye rien au fisc et dont le vagabondage est l'état presque normal. C'est donc sur 150.000 habitants seulement qu'il faut lever les intérêts d'une dette de 23 millions et les frais d'un système administratif le plus dispendieux qu'on ait jamais vu. Quelle différence et quelles tristes réflexions n'inspire pas ce rapprochement de condition entre deux villes toutes deux situées sur les bords du même fleuve, l'une au Nord, l'autre au Sud, et toutes deux appartenant à ce grand Ouest où se développe sans cesse l'incommensurable avenir de l'Union!

Croit-on que si la ville de St-Louis eut été gouvernée par ses financiers, ses hommes d'Etat et ses notables comme la Nouvelle-Orléans a été traitée par les siens, elle eut pu se relever si vite des horreurs de la guerre civile et faire renaître l'industrie au moment étouffée par les discordes politiques? Croit-on que la ville de St-Louis eut été à même de s'ouvrir avec le Sud des voies de communications plus rapides que celle du fleuve et construire, en deux ans, la grande ligne ferrée qui fait à Dallas, où elle s'embranche avec le chemin de fer central du Texas, pour aboutir au Golfe du Mexique? En deux ans, nous le répétons, cette grande ligne a été construite et nous, en quinze ans, qu'avons-nous fait? à l'exception de chemin de fer de Mobile et du tronçon d'ici à Donaldsonville, deux chemins construits avec les capitaux du Nord et d'une étendue restreinte, nous n'avons rien fait.

Nous n'avons pas même pu atteindre à notre frontière texienne et, loin d'arriver à Houston, nous ne savons pas même quand nous arriverons à la Sabine. Pent-on être plus impuissant? Peut-on avoir une preuve plus positive et plus désespérante de notre incapacité industrielle et de notre néant financier! Et cependant le sol est à nous, beaucoup plus à nous que n'appartient à St-Louis le sol qui son chemin de fer traverse pour gagner le Texas! Qui nous empêche donc de tracer vallée de la même manière et de nous ouvrir des communications là où elles nous font un si grand besoin!

Ce qui nous empêche! On le sait bien, c'est notre détresse pécuniaire, résultat de l'agiotage. Toutes nos ressources ont été livrées aux spéculateurs. Beaucoup de familles, par eux, ont été réduites à la misère, et tout le monde sera bientôt par eux si on ne les arrête, réduit à la mendicité. Pour échapper à cet abominable état de choses, il faut faire payer aux agioteurs ce qu'ils nous ont pris et ce qu'ils nous doivent. En vain, dira-t-on que c'est le gouvernement radical qui en est cause. Sans doute, le gouvernement radical est le premier coupable, mais il n'aurait pu nous faire la moitié du mal qu'il nous a fait s'il n'eut trouvé des complices en dehors des attaches de parti. De tout temps, des complices ont été prévenus qu'ils remplissaient un rôle indigne et que, par leurs opérations impures, ils travaillaient et contribuaient à la ruine de la cité. De tout temps il leur a été dit qu'ils servaient au maintien d'un régime infâme en accréditant, par leurs achats, des titres de route qui, sans eux, n'auraient en aucune valeur et dont personne n'eût voulu, s'ils n'eussent essayé d'en faire un objet de spéculation et s'ils ne les eussent cotés sur le marché comme des valeurs respectables.

Aujourd'hui, tout cela est connu, tout cela est compris ; on ne peut plus tromper même un nègre, car le nègre sait comme nous que notre monstre est la dette ; que notre cancer est la taxe, et qu'on n'améliorera pas cette situation sans amputer l'un et sans réduire l'autre.

Le Mémoire du Conseil de ville, adressé à la Législature, dit que cette Législature ne voudrait pas servir à notre libération en diminuant la dette. Comment le Conseil a-t-il pu avancer une pareille chose en présence du bill de consolidation que les deux chambres de la Législature ont voté à l'unanimité et qui réduit toutes sortes de dettes d'Etat de 53 millions à 15 millions et qui les limite à ce dernier chiffre pour un demi-siècle! Ne dirait-on pas que le Conseil ignore ce qui se passe à la salle des Dryades!

Mais il y a plus que cela. Un membre de cette Législature, que le Conseil affectait de ne pas connaître au moment où le mémoire a été signé, avait déjà présenté un projet de loi réduisant toutes les dettes de ville à 10 millions. Il se peut que ce projet confonde un peu trop ce qui est légitime avec ce qui ne l'est pas, les anciennes dettes avec les nouvelles ; et qu'il soit à modifier sous ce rapport et même sous plusieurs autres, mais sa limite de la dette municipale à 10 millions est acceptable et nous croyons qu'avec 10 millions de réserve il est facile de faire face à toutes les réclamations légitimes et à tous titres détenus par les capitalistes honnêtes ou les créanciers sérieux.

Ce bill, du reste, par ordre de la Chambre, a dû être communiqué hier au Conseil et le Conseil verra que la Législature, si sa nature le veut, ne refuse pas de faire pour la ville ce qu'elle a fait pour l'Etat, et que même elle serait disposée à se passer du concours du Conseil. Alors pourquoi ce dernier ne voudrait-il pas accueillir la grande réforme qu'on lui offre, et demanderait-il de très faibles économies administratives qu'on ne voudra peut-être pas lui accorder, parce qu'elles touchent à la politique? Mu par un sentiment de respect sincère envers l'opinion publique et touché profondément des misères de notre situation, nous dirons au Conseil : Conformez-vous aux circonstances ; changez de résolution ; soyez un peu plus patriote et décidez promptement. La ville ne peut attendre.

LE "TIMES" ET NOS SÉNATEURS.—Le *Times* se moque du monde quand il dit que MM. Booth et Voorhies doivent une explication à leurs constituants pour n'être pas allés reprendre leurs sièges à l'assemblée usurpatrice du Mechanic's Institute. Ces messieurs ont beaucoup trop de respect pour leur propre dignité et pour les sentiments de leurs constituants pour suivre l'exemple du Dr. V. O. King et des autres transfuges de la cause conservatrice. Nous regrettons de voir que, malgré ses protestations d'indépendance, le *Times* est resté purement et simplement l'organe de l'usurpation Kellogg.

UNE PROTESTATION DE PORTEURS DE BONS. — Le *Pioupiou* a publié une protestation de certains porteurs de Bons contre le bill de conversion. Le *Republican* fait observer que cette protestation n'a jamais été reçue par ceux à qui elle est adressée ; il remarque que les signataires, MM. John A. Griswold, E. D. Morgan, J. et W. Seligman, J. J. Anderson, Ames, Pondir, et autres étaient tous originairement intéressés dans la Compagnie de Chattanooga et qu'ils sont les porteurs des deux millions et demi de Bons de cette Compagnie, contre le paiement desquels une injonction a été prise. Le *Republican* raconte l'histoire de la fabrication frandduleuse de ces Bons et il pense que ceux qui les ont seraient trop heureux d'en obtenir 60 cents à la piastre.

UNE BONNE SUGGESTION POUR LA LOUISIANE.—Le *Herald*, de New-York, qui défend avec zèle la cause de la Louisiane, publie sous le titre qui précède le paragraphe suivant ;

Le dernier trait des complications en Louisiane est le bruit que le gouverneur Kellogg a adressé une réquisition au gouverneur du district de Colombie, pour la personne de l'ex-gouverneur Warmoth, actuellement à Washington. Si Kellogg pouvait emprisonner Warmoth et si Warmoth pouvait, en représailles, mettre Kellogg sous les verrous, quel bienfait ce serait pour la Louisiane!

MERCHANT'S DAILY MANIFEST. — Tel est le titre d'un journal nouveau, entièrement consacré aux affaires de commerce. Les négociants et facteurs se plaignaient de la suppression de leurs noms dans la liste des consignations, par chaque arrivage, ils les verront chaque jour dans le *Manifest*, qui ne leur demandera pour cela que deux piastres par mois. — Ce nouveau journal est du reste magnifiquement imprimé et présente à la vue une feuille engageante et de lecture facile. Le *Manifest* paraîtra vendredi, 6 février 1874, pourvu qu'il ait trouvé un patronage suffisant pour bien faire assurer de l'entreprise.

PIRATERIE EN LOUISIANE.

Le vol audacieux commis à bord d'un train du chemin de fer de Cairo à Fulton, vol relaté dans nos dépêches d'hier, a eu son pendant en Louisiane, mais cette fois à bord d'un bateau à vapeur.

Vendredi dernier cinq hommes inconnus sont montés à bord du bateau à vapeur Ellen D. amarré à Point Jefferson, sur la rivière Bœuf et qui avait été affrêté par MM. Krautfass et Gerson pour collporter des marchandises dans cette région. Ces cinq hommes étaient arrivés séparément sous le prétexte d'acheter des marchandises. Tout d'un coup, l'un deux prononça ces mots : "shall we," et les autres se levant répondirent " ready," sur quoi les cinq bandits tirant leurs pistolets les braquèrent sur le commis, le vendeur, le pilote et l'ingénieur, et un commandement de "squat" donné par le chef, ces derniers se virent lier les mains, bander les yeux et renverser sur le plancher avec ordre de n'en pas bouger. Les voleurs alors firent main basse sur tout l'argent qu'ils purent trouver, environ $1000, et ils remplirent plusieurs sacs de marchandises, après quoi ils décampèrent sur les chevaux qui les avaient amenés. Le shérif assisté de quelques citoyens s'est mis à leur poursuite, mais aux derniers avis on ne les avait pas retrouvés. Cet événement s'est passé dans la paroisse Morehouse.

Si vous vous sentez opprimé par le régime radical et que la déplorable situation où se trouvent les affaires publiques et particulières vous cause de légitimes angoisses, cherchez une salutaire diversion à vos inquiétudes et à vos préoccupations. La loterie de la Louisiane vous promet une petite fortune. . . Si vous avez le bonheur de mettre la main sur le bon billet.

ASSESSMENT Nos. 156 et 157.—Voyez à la colonne des notices spéciales, la mort de Georges Mc D. Burke et Bernard Boecker, payable au bureau de la "Mutual Aid and Benevolent Life Insurance Association," rue de Camp No 19.

— On lit dans le *Pantfulla* du 14 :

"M. Tiby, qui, jusqu'à l'arrivée du marquis de Rosilles, doit gérer la légation française en Italie, a rendu sa visite au ministre des affaires étrangères. Nous savons que ce diplomate apporte les instructions les plus amicales."

THÉATRE DE L'OPÉRA. — On annonce pour lundi prochain, 9 février, la reprise du grand opéra de Meyerbeer, *Le Prophète*, au bénéfice de M. Momas, chef d'orchestre. Il n'est douteux pour personne que la vaste salle du théâtre de la rue Bourbon ne soit remplie, ce soir-là, depuis la première rangée de sièges jusqu'à la dernière. M. Momas, par son savoir, son attention constante, son extrême désir de contenter son public, aussi bien que par l'aménité de son caractère, a justifié la réputation qui l'avait précédé à la Nouvelle-Orléans ; et la popularité qu'il s'est acquise ici, est un gage certain du succès qui doit récompenser son talent et son zèle.

Demain, jeudi, Matinée à midi précise : *La Fille de Mme Angot*, opéra comique de Charles Lecocq.

Jeudi soir, deuxième représentation de *Faust*. M. Gadilhe remplira le rôle de *Faust*, M. Mayan celui de *Méphistophélès*, M. Dupin celui de *Wagner*.

M. Devoyod tiendra le rôle de *Valentin*.

Mmes Fursch-Madier, Léonia Carini, Jaume, tiendront, la première le rôle de *Marguerite*, la seconde celui de *Siebell*, la troisième celui de *Marthe*.

CONCERT DE MADAME SCHWARTZ.—Nous rappelons que c'est ce soir que doit avoir lieu, à la Salle Harmonie, rue Bienville, le concert que madame Alice Schwartz doit donner, avec la concours de plusieurs artistes et amateurs distingués.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—M. Da Vivo nous prie d'annoncer que la vente des billets pour les représentations du grand tragédien Salvini, au Théâtre des Variétés, commencera demain jeudi.

M. LE PROFESSEUR MEHAY.—Les dames composant la Société des Servantes des Pauvres nous prient d'être leur organe auprès de M. le professeur Mehay pour le remercier du généreux appui qu'il a bien voulu accorder à leur œuvre de charité. La séance de magie et de prestidigitation qu'il a organisée à leur profit, et qui a eu lieu dimanche dernier dans la salle Grunewald, a donné un résultat qui dépasse de beaucoup l'attente des dames patronnesses. La salle était comble, et les tours merveilleux exécutés avec une incroyable habileté par M. Mehay, ont soulevé de fréquentes applaudissements dans le public d'élite qui avait répondu à son appel. Le docteur du diable, comme les journaux de l'Ouest ont surnommé le professeur, est bien certainement un des premiers prestidigitateurs les plus experts qui soient venus à la Nlle-Orléans. Nous lui avons vu faire des choses surprenantes et véritablement inexplicables qu'aucun de ses prédécesseurs n'avaient essayées.

Nous lui prédisons un succès colossal à la Havane et dans les Etats de l'Amérique du Sud qu'il se propose de visiter.

Quand'a-t-on dit de l'espérance ! C'est la dernière consolation des affligés, la seule à laquelle ils ne renoncent qu'avec la vie. Le condamné à mort espère, le moribond aussi. Pour les prolétaires et les nécessiteux, la loterie c'est l'espérance. Un caprice du sort peut les enrichir. La loterie de la Louisiane a déjà fait des heureux, et elle en fera encore.

Comment payer ses taxes ! Le problème devient de plus en plus épineux, car ceux qui pouvaient encore s'acquitter l'année dernière ne le peuvent plus aujourd'hui. Les économies sont épuisées, le travail chôme, et pourtant le fisc est là plus avide que jamais. Pour y satisfaire, nous n'avons plus que la ressource de la loterie. C'est dans l'espérance de gagner de quoi payer l'impôt que nombre de gens qui n'ont pour toute fortune que le toit qui les abrite, ont déjà acheté des billets à la Loterie du 24 février. Puisse-t-elle sort leur être favorable !

Pseudo-Législature.

Séance du mardi, 3 février.

SÉNAT.—La séance ouvre à midi sous la présidence de C. C. Antoine. Vingt-deux membres répondent à l'appel.

Rapports des comités :

Le comité judiciaire présente un rapport défavorable relativement au bill demandant la fermeture absolue des cafés et établissement publics les dimanches. La même comité présente un rapport défavorable sur le bill pour punir les officiers publics convaincus de corruption. Le comité présente aussi un rapport favorable sur le bill pour établir une cour criminelle dans la paroisse d'Orléans, pour définir sa juridiction et pour la nomination d'un juge, d'un greffier, etc.

Le comité du commerce présente un rapport favorable sur le bill relatif à la pénition des fraudes commerciales.

Le comité des finances présente un rapport favorable sur le bill pour payer les frais des comités chargés de faire une enquête dans les livres de l'ancien gouverneur.

Présentation de bills :

Par Burch—Un bill pour demander la suppression de la flagellation et des punitions corporelles dans le pénitencier de l'Etat.

Plusieurs bills adoptés à la Chambre sont référés aux différents comités.

Après quelques débats peu importants, le Sénat s'ajourne.

CHAMBRE.—82 membres sont présents.

Murrell de Madison (c) présente un mémoire demandant que tous les membres qui n'ont pas été déclarés élus par le bureau légal, soient sujets à contestation. (Rire général.) Envoyé à l'impression.

Montaldo demande que David Wilson, Provost, Thompson, Langles, O. P. Fernandez reçoivent leur *per diem* pour la session régulière et la session extraordinaire. Le mémoire est déposé sujet à appel.

Sewell présente la résolution suivante, qu'un comité spécial de trois membres soit nommé pour s'enquérir de la condition de la ligne des câbles à cheval entre la Nouvelle-Orléans et Carrollton afin d'aviser, de concert avec le président, de cette ligne, à un service plus régulier à l'avenir.

Davidson demande que le comité judiciaire décide, sans plus tarder, sur le bill qui abolit le salaire des juges de paroisse, et qui crée des conservateurs des hypothèques dans les paroisses. Déposé suivant le règlement.

Martinet (c) annonce qu'il présentera un bill pour réduire les taxes de la paroisse de St-Martin.

Un membre désire qu'un comité soit nommé pour s'enquérir de la valeur du stock du chemin de fer de Jackson et de la manière dont il a été vendu.

L'acte présenté par M. Dillon, sur les ventes judiciaires, est adopté.

Le bill relatif à l'asile des fous est référé.

Keathing demande l'adoption finale de sa résolution pour fournir un clerc au conseil spécial d'éducation. Adopté.

Le bill du comité judiciaire sur la saisie des biens d'un débiteur est finalement rejeté. Ce bill tendait, à ce que nous croyons, à exempter ces biens de saisie, au moyen de procédures judiciaires.

Le bill de la Chambre abrogeant les privilèges pour dettes encourues pour fournitures d'approvisionnements aux fermiers, est indéfiniment ajourné.

Rodriguez (c) prend la parole pour appuyer le bill d'abrogeant pour les taxes. Ce bill établirait un monopole qui est repoussé vivement par Murrell, de Madison, qui fait valoir de fortes bonnes raisons contre. Il est ici, dit-il, pour le bien de l'Etat et non pour le payer davantage. Il demande que le bill soit ajourné indéfiniment.

Sewell se lève pour parler sur cette question, mais il est inopinément pris à partir par Paris qui lui demande s'il est citoyen naturalisé des Etats Unis.

M. Sewell lui répond qu'il est citoyen des Etats Unis depuis 33 ans, c'est-à-dire nombre d'années avant que son interrupteur fut citoyen lui même. Paris de se tient pas pour battu, et il se livre contre M. Sewell à des grossièretés de langage telles que le président lui ordonne de s'asseoir.

M. Sewell alors, reprenant la parole, dit qu'il veut la liberté du commerce et qu'aucun monopole ne doit exister. L'orateur s'étend sur ce sujet et défend les bons principes. Paris veut ici encore interrompre Sewell, mais une motion d'ajournement prévaut et la séance est levée.

—On écrit de Washington au *Times* :

"Jeudi prochain (aujourd'hui), le secrétaire Fish donne à un l'honneur d'un dîner à Acuilles, ministre de France, un dîner auquel sont invités les membres du corps diplomatique, afin de donner une occasion aux nombreux amis du marquis de se trouver une dernière fois avec lui et sa famille avant leur départ de cette ville, qui aura lieu le samedi 31 courant. Le ministre français, accompagné par quelques mille, ira à New-York, y restera une semaine, et partira par le steamer français le 7 février. Il compte être installé dans son nouveau poste de ministre au Italie d'ici à cinq semaines environ."

—Le Parlement allemand doit se réunir vers la mi février, et on laisse entendre que c'est l'empereur qui l'ouvrira.

LES NOUVEAUX ACADÉMICIENS. — M. Belmontet n'a pas été élu à l'Académie, il n'y a eu que trois nominations. M. Alexandre Dumas fils est trop connu pour que nous ayons besoin d'indiquer ses titres.

M. Elme Marie Caro est un ancien élève de l'Ecole normale. En 1856, après une mission à Anvers, il fut nommé professeur de la Légion-d'Honneur, puis inspecteur d'Académie, puis enfin, en 1864, membre de l'Académie des sciences morales et politiques.

Outre de nombreux mémoires, M. Caro a publié un livre sur le *Mysticisme au dix-huitième siècle*, deux ouvrages importants : *L'Idée de Dieu* et la *Philosophie de Gœthe*. *La Fille de Mme Angot*, opéra comique de Charles Lecocq.

Le troisième élu, M. Alfred Mezières est aussi professeur à la Sorbonne, où il occupe la chaire de littérature étrangère, ses principaux ouvrages sont des études sur Shakespeare et la littérature anglaise.

CHRONIQUE DE LA VILLE

Les incendies.

Une visite au bureau du chef du département des signaux, à l'Hôtel-de-Ville, nous a appris qu'il y avait eu trente incendies le mois dernier à la Nouvelle-Orléans, c'est-à-dire une moyenne d'un par jour. L'alarme a été donnée quarante-et-une fois, et de ce nombre, il y a eu trois alarmes générales.

M. Samuel Wocka, le surintendant du département des signaux, qui a bien voulu nous donner ces renseignements, a ajouté qu'il n'avait jamais vu autant d'incendies dans un mois, depuis qu'il remplit les importantes fonctions qui lui ont été confiées.

Si cela continue longtemps ainsi, il n'y aura bientôt plus une maison debout, si courageux et si dévoués que soient nos pompiers.

Il faudrait un exemple terrible pour diminuer quelque peu les incendiaires ; car il est certain que les trois-quarts des feux sont allumés par des misérables qui en font une spéculation.

Si nous avons eu le bonheur apparent jusqu'ici d'échapper aux grandes conflagrations comme celles de Chicago et de Boston, il n'est pas moins vrai, que nous brûlons en détail tous les jours ; et, en définitive, cela revient au même.

Il faudrait déclarer une guerre acharnée aux incendiaires et non pas les soumettre toujours, faute de les avoir pris, à *sérieusement* appliquer la torche à leurs mains.

Il est assez clair que lorsque le feu se déclare, à deux ou trois heures du matin, dans une bâtisse dont le plancher a été arrosé d'huile de pétrole, qu'il ne peut pas être accidentel et qu'il a été mis par la main de l'homme.

Le coupable dans un cas pareil doit nécessairement être celui qui est le plus directement intéressé à la destruction de l'édifice. Il n'y a donc besoin d'autres preuves pour le condamner.

Quand les jurys seront moins indulgents, les incendies seront moins nombreux.

Une voleuse arrêtée.

Depuis quelques mois, il s'est commis plusieurs vols considérables dans différents grands magasins de la ville. Les étoffes les plus précieuses, les soieries, les pièces de satin, disparaissaient sans que l'on pût s'en rendre aucunement compte.

On avait fini par supposer qu'il y avait une bande organisée d'adroits filous, qui savaient se rendre invisibles pour se glisser derrière les comptoirs en plein jour et sous les yeux mêmes des commis.

La police avait mis tout en œuvre également et avait de son côté subi un échec complet.

Il y a quelques semaines, plusieurs parties de soie, évaluées à $500, ayant été enlevées mystérieusement du magasin de M. M. Feiber & Gonsenheim, sis au coin des rues Canal et Baronne, les propriétaires se sont adressés au chef de la police secrète pour lui demander de trouver les coupables.

Celui-ci a confié immédiatement l'affaire aux agents Pecora et Doverenx, deux de ses plus habiles limiers.

Après de longues recherches, ils ont enfin découvert le pot aux roses. Munis d'un mandat de perquisition, ils se sont rendus, hier matin, chez une femme nommée Schneider, qui demeure rue du Canal, où ils ont trouvé une quantité d'étoffes évaluées à $1.400.

Ils ont appris aussi que depuis plusieurs mois cette Mme Schneider faisait métier de vendre des soieries à des prix réduits aux modistes et aux petits marchands de son quartier.

Elle a été arrêtée et conduite en prison, où elle restera jusqu'à nouvel ordre.

Arrestation d'un Parisalire.

Un certain James Kendricks, expensionnaire du pénitencier, qui avait disparu il y a deux jours, d'obtenir de l'argent au bureau du *Times*, sur un ordre contrefait par lui, vient de jouer le même tour au propriétaire du magasin situé au No. 46 de la rue Decatur, en lui présentant un chèque de $35, signé B. A. Flanders.

Kendricks a été reconnu et arrêté comme fumeur.

Réunion de la Chambre de Commerce.

La réunion mensuelle de la Chambre de Commerce a eu lieu lundi soir.

M. Bailey, du comité des finances, a présenté un très-long rapport relatif à la dette de la ville, aux warrants en circulation, aux dépenses de l'administration et à l'huilière sur la dette.

Il a suggéré différents plans pour remédier à l'état actuel des choses.

Des résolutions ont été adoptées, renouvelant un comité de cinq membres, qui sont nommés par le président, à propos à la pseudo-législature tels bills qui pourront amener des réformes utiles.

Il a été question, sur la motion de M. Burwell, d'une pétition au gouverneur pour lui demander de rétablir à la Nouvelle-Orléans l'ancien hôtel de la municipalité.

M. Sandidge, seconde par M. Ogiesby, a présenté une résolution pour compliquer la pseudo-législature, relativement à l'adoption du bill de consolidation, qui avait été recommandé par la Chambre de commerce.

La meeting s'est alors ajourné jusqu'au mois prochain.

Séance du Conseil Municipal.

Le Conseil s'est réuni à midi, sous la présidence du maire Wiltz. — Tous les administrateurs étaient présents.

M. Gilhon a présenté son rapport de la semaine, comprenant plusieurs ordonnances, relatives à des réglements de comptes, qui ont été adoptées sans difficulté.

Les frais de l'entretement des aménagements pour le mois de janvier se montent à $540,591 02, répartis comme suit :—Bureau des rues $23,453 90, bureau des quais $7,499 35, bureau de desséchement $6,085 52, bureau des inspecteurs $3,574 25.

Les frais du département de la police s'élèvent à $7,274 99, dont $4,990 85 pour l'éclairage de la ville.

Après la lecture de plusieurs autres rapports ayant trait à la routine d'ailleurs, un grand nombre de pétitions ont été référées aux administrateurs des différents départements. L'une d'elles est de M. I. N. Marks, président de l'Association Charitable des Pompiers, qui demande à retirer son offre d'acheter les casés à pompes pour le département de Lafayette.

Le conseil s'ajourne.

TEMPÉRATURE.—6 Février 1874. Thermomètre de C. Duhamel, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	52	11
1 M.	54	12
3 P. M.	54	12
6 P. M.	52	11

—Depuis le 1er janvier, le nombre des émigrants débarqués au Castle Garden a été de 1882 contre 6,460 en janvier 1873. Cette diminution considérable est attribuée à la crise financière et au manque de travail.

Trois steamers arrivés lundi de Glasgow, de Hambourg et de Brême n'ont débarqué que 137 passagers d'entrepont. Il est probable qu'avec le printemps, les arrivages augmenteront d'importance, mais en restant inférieur aux chiffres de la année dernière.

(*Messager Franco-Américain*)

—Les journaux de Marseille, du 14 janvier confirment la nouvelle que des arrestations ont été opérées à Marseille parmi les volontaires de 1870, dissous depuis le nombre de ces arrestations est de 17.

On a retrouvé la montre qui avait été dérobée à cette époque dans l'invasion de l'évêché. La justice s'informe.

—Le *Nouvelliste de Rouen* apprend que par suite d'arrangement de famille, M. le comte de Paris est devenu propriétaire du château d'Eu et de toutes ses dépendances.

Le château va être réparé, et il deviendra la résidence habituelle de M. le comte de Paris.

—Dans le *Journal Amusant*, M. Pierre Véron rappelle une plaisante histoire que raconta Villemot.

Il était allé visiter le bagne de Toulon. Il y retrouva un ancien comédien détenu, lui aussi, pour avoir contrefait des signatures.

—Enfin, lui demandait Villemot, pourquoi êtes-vous ici ?

—J'attrapais trop bien la ressemblance. L'euphémisme ne manquait pas de saveur.

☞ Il y a économie à employer la poudre Lemin de Dunham. Pour la pureté et la force elle n'a pas d'égale.

Traitement scientifique et sûr.

Lorsqu'on l'applique en même temps que le Nasal-Douche et le Golden Medical Discovery du Dr Pierce comme remède constitutionnel, le Catarrh Remedy du Dr Sage produit une guérison parfaite dans les cas les plus graves et les plus opiniâtres de Catarhe et d'Ozène. Cette médication complète constitue le seul traitement scientifique, rationel et sûr de ces deux affreuses maladies. Le succès en a été tel que le propriétaire offre constamment une récompense de $500 à quiconque lui prouvera qu'elles ont jamais failli.

Preuve irréfutable.

Thos. J. Bishop, de South Brooklyn, N. Y. dit dans une lettre, que sa femme souffrait d'un Catarhe depuis son enfance et que le mal était devenu ce que les médecins éminents appellent Consomption, qu'elle a eu recours au Catarrh Remedy du Dr Sage et, en même temps, au Golden Medical Discovery du Dr Pierce que ces deux remèdes avaient opéré des miracles.

Les contrefacteurs.

Le public doit se mettre en garde contre les imposteurs qui non seulement essaient de contrefaire les remèdes du Dr Pierce, mais encore imitent le genre de ses annonces en offrant différentes récompenses à ceux qui réussiront à prouver l'inefficacité de leurs préparations. Il n'est pas prouvé que des gens qui n'ont pas les connaissances pour rédiger eux-mêmes leurs avis et sont forcés de voler ceux d'autrui, puissent faire de grandes et précieuses découvertes en médecine. Méfiez-vous de ces hommes-là. 3 fév—6fv & c

Bureaux du Mutual Aid and Benevolent Life Insurance Association of Louisiana, No 19 de la rue du Camp.—Nouvelle-Orléans, 3 février 1874.—Les membres de cette société sont informés de la mort de George McD. Burke décédé à la Nouvelle-Orléans, le 1er janvier dernier, et de Bernard Boecker, décédé à la Nouvelle-Orléans, le 9 juillet 1874. Ils sont requis de se réunir, sans autre avis, aux bureaux de la société, No 19 de la rue du Camp, et d'y payer $1.25 chacun de ces décès, d'ici au 12 mars 1874, à 4 heures de l'après-midi.

1er fév—au 6. R. W. YOUNG, Secrétaire.

ENTREPOT DE TAPIS, 17 ..... Rue de Chartres 17

A. BRUNEAU,

Importateur et Marchand en gros et en détail de TAPIS de toutes nouveautés, anglais et américains, TOILES CIRÉES, pour planchers et tables. TAPIS Moquette, à carreaux et fantaisie. STORES, cornèches, couvertures de tables et lambrequins.

RIDEAUX en dentelle et dentelle Nottingham. BRISE-BISES, CUTELINES, stories, repos, lits de sangle, peluche, &c. &c.

1 fév—27 MAvPP

ENTREPOT DE TAPIS ET DE TOILES CIRÉES

ELKIN & CO.,

168 ..... RUE DU CANAL 168

Reçoivent, en ce moment, de nouveaux stocks de

TAPIS anglais, Velours et Brussels

TAPIS trois plis et Ingrain ;

TOILES Cirées de toutes largeurs ;

STORES, Cornèches, &c., qu'ils offrent

A très bas prix.

16 sept—1mPP.

Bureaux de la Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.—No 19 de la rue du Camp. Nouvelle-Orléans, 4 février 1874. Une élection de directeurs pour l'année ensuivante aura lieu, aux bureaux de la Compagnie, le 2e lundi de février 1874, de 10 heures du matin à 3 heures de l'après-midi.

J. F. ROUX, Secrétaire.

4 fév—3f

Bureaux du New Orleans Gas Light Company. Nouvelle-Orléans, 4 février 1874. Une élection de directeurs de cette Compagnie aura lieu, aux bureaux de la Compagnie, le 2e lundi, 5 janvier 1874, les membres de ces bureaux restant en charge jusqu'à ce que leurs successeurs aient été dûment élus et soient entrés en charge, à partir du premier lundi de février 1874.

J. W. ETHERIDGE, JOHN GEDDES,
JAMES JACKSON, E. BISCOE.

JOHN MACKRADY, ALEX. MICHAREAU.

A l'assemblée régulière des Directeurs pour la présente année, tenue le Lundi 2 Février, JAMES JACKSON a été unanimement élu Président, pour servir pendant l'année courante.

WM. N. BROWN, Trésorier et Secrétaire.

AVIS.—Le steamer STATE OF MINNESOTA arrivé de Liverpool et de Bordeaux, commencera ses déchargements ce matin, mercredi, à 7 heures du matin. Les consignataires sont priés de faire leurs entrées en Douane et de recevoir leurs marchandises sans délai, car ils ne seront pas responsables, autrement les dites marchandises seront emmagasinées aux risques et aux frais de la cargaison. Aucune réclamation pour articles avariés ou manquants ne sera admise à moins de prompte connaissance sur le lieu de la livraison, et avant que les marchandises aient quitté les magasins. Les consignataires ou leurs agents sont priés de vérifier leurs chargements à mesure qu'ils en font la livraison et de ne pas les faire représenter par des personnes non autorisées.

Pour la livraison des marchandises, il faut se présenter aux bureaux des consignées, au ordre qui sera donné par le steamer.

A. K. MILLER & CO.,
Au 2e 9 de la rue Carondelet.

Arrestation d'un Parisalire.

Un certain James K